

Décembre 1978. Après 10 ans passés à défendre les droits des travailleurs migrants et des plus démunis, frère Henri Burin des Roziers part au Brésil pour une durée indéterminée. Il y restera 35 ans. Véritable agitateur de conscience, ce religieux dominicain issu de la haute bourgeoisie française est devenu « l' avocat des sans-terre ». Ses luttes aux côtés des petits paysans d'Amazonie et contre le travail forcé en font l'une des figures majeures de la défense des droits de l'homme.

Henri
Burin
des
Roziers

« C'est par la semence que l'on jette au nom de la justice que peu à peu les choses changent »

Des bidonvilles d'après-guerre aux comités Vérité et Justice : « Une vraie foi n'est pas désincarnée »

Dès mon plus jeune âge, j'ai été profondément marqué par le sens de la lutte pour la justice. Je suis né en 1930 et suis donc issu d'une génération qui se souvient très fortement de la période de la guerre. À cette époque-là, la plus grande partie de ma famille était soit dans la France libre, soit dans la Résistance. L'esprit de résistance, ne pas capituler, tout cela créait donc une réflexion, une préoccupation très forte sur ce qu'il se passait [...] Un peuple occupé, un peuple qui lutte pour sa libération, c'est quelque chose de formidable, c'est irrésistible. Et c'est terrible aussi.

À la fin de mes études secondaires, j'ai fait partie de la société Saint-Vincent-de-Paul et des Petits Frères des pauvres. On nous envoyait dans les périphéries de Paris très pauvres où se reconstruisait la ville, les immeubles détruits etc. [...] Toutes ces familles d'ouvriers, avec souvent quatre ou cinq enfants, vivaient dans une promiscuité incroyable. Et comme j'appartenais à une famille aisée, le contraste était encore plus fort. J'ai ressenti une injustice énorme.

Puis, j'ai été aumônier d'étudiants à la faculté de droit et de sciences économiques de Paris, au Centre Saint-Yves. On ne se préoccupait pas tellement de faire des cours de religion. On avait des étudiants en droit qui apprenaient que la loi est égale pour tous. Était-ce vrai ? Notre idée

à nous était d'essayer de les faire réfléchir à partir du concret [...] En mai 68, nous étions le seul centre d'étudiants de Paris qui soit resté ouvert tous les jours : ces jeunes, on ne les condamnait pas. Ils voulaient s'exprimer, qu'ils s'expriment !

Avant d'entrer dans l'ordre des dominicains, j'ai terminé mes études de droit et j'ai fait mon service militaire. Toute ma génération a été en Algérie, en Tunisie ou au Maroc. Moi, j'ai été dans les trois. La révolte et la liberté d'un peuple qui lutte pour son indépendance m'ont, de nouveau, profondément marqué. Et ça, ça ne s'étouffe pas. Regardez ce qu'il se passe en Syrie, ce qu'il se passe en Égypte, c'est la même chose. Ça s'étouffe, mais jusqu'à quand ?

En mai 68, toute ma génération de frères dominicains a été questionnée dans sa vie religieuse : « Qu'est-ce qu'on fait d'un si grand couvent dans les quartiers riches ? On est totalement en dehors de la nouvelle culture qui se construit ». Beaucoup d'entre nous ont donc demandé à partir vivre en petites équipes dans des milieux populaires pour comprendre ce qu'il se passait, pour écouter et essayer de voir quelle était cette nouvelle culture qui se développait à tous les points de vue. Moi, je suis parti travailler dans les usines à Besançon avec mon collègue Jean Raguénès ! À l'époque, vous étiez embauché par des entreprises intermédiaires qui sous-traitaient, donc c'était l'anonymat parfait et facile. Vous aviez les ouvriers embauchés directement avec leur syndicat, leurs avantages, et

les autres qui étaient souvent des immigrés ou des marginaux et qui n'avaient droit à rien [...] Et on s'est aperçu qu'on hospitalisait presque tous les immigrés pour la tuberculose. Alors est arrivé un jeune psy très motivé qui avait été nommé directeur de la DDASS de Haute-Savoie et qui voulait comprendre la cause de tout cela. Il m'a embauché et j'ai commencé à aller dans les usines : j'ai découvert qu'ils habitaient, la plupart du temps, dans les sous-sols, les caves, au milieu des machines, de l'huile, etc. Totalement insalubre. J'ai aussi vu que les familles d'immigrés n'avaient jamais de HLM et vivaient dans de très mauvaises conditions. On a donc commencé à prendre des décrets d'insalubrité pour fermer ces logements. Pensez à la réaction de tous ces petits entrepreneurs savoyards très durs, furieux. Ils ont voulu me faire des procès ils n'y sont pas arrivés, tout était en règle, exercer des pressions politiques, etc. Alors, j'ai été obligé de quitter la DDASS en 1973, mais je suis resté à Annecy.

Indépendamment de tout cela, s'étaient créés ce qu'on appelait des comités « Vérité et Justice » : des chrétiens motivés par l'Évangile, en marge de l'Église institutionnelle, scandalisés par les omissions et le silence de l'Église face aux réalités et aux injustices. On a commencé à faire des actions spectaculaires sur des fautes régionales très graves. On s'est mobilisés pour les clochards qui avaient été expulsés des bords du lac d'Annecy et envoyés à 2 000 mètres d'altitude, pour les gens du voyage et pour des Algériens persécutés. On a appris qu'une clinique hospitalisait des pauvres alors qu'elle n'avait ni médecins spécialisés pour les soigner ni les appareils. Des gens sont morts dans ces cliniques ! [...] J'en ai pris plein la gueule, y compris de la police, mais j'étais heureux parce que je me sentais en cohérence avec ce que je recherchais. Je vivais ma foi comme ça. Une vraie foi n'est pas désincarnée. C'est vrai que je n'allais plus à la messe dans les paroisses. Je me souviens, une nuit de Pâques, je suis resté chez moi, un tout petit logement, et j'ai travaillé toute la nuit sur un procès très difficile. On a gagné. Mais je me suis senti parfaitement en cohérence car, le soir du Vendredi saint ou de la Résurrection, je faisais quelque chose qui était pour la vie.

35 ans de lutte acharnée au service des « sans-terre »

En 1969, la dictature au Brésil était devenue très dure et avait commencé à persécuter les jeunes et les moins jeunes, y compris des dominicains comme Tito de Alencar, Fernando de Brito. J'ai posé ma candidature auprès du Comité épiscopal France-Amérique latine (CEFAL) et je suis arrivé au Brésil le 31 décembre 1978. J'y suis resté jusqu'au 23 août 2013.

Au siège de la Pastorale de la terre à Goiânia, très vite, ils me disent : « Écoute, si tu veux vraiment voir ce qu'est la pastorale de la terre, tu peux rester avec nous au siège, mais il se passe en ce moment un conflit très dur au bord de l'Amazonie. L'armée a séquestré un agent de la pastorale, un curé, etc. ». Je ne pouvais pas mieux connaître qu'en allant sur place. Dans les villages, j'ai vu ce que c'était que la misère, les persécutions. J'y suis resté et j'ai commencé à travailler sur des tas de conflits de terres. Mais je ne me suis jamais dit : « Je vais être avocat toute ma vie ». Je l'ai fait parce qu'il le fallait à ce moment-là. Je suis nul en droit, mais j'ai un don : je sais articuler des groupes de pression [...] J'ai été inscrit à l'Ordre des avocats du Brésil en 1984.

En 1991, j'étais sur le point de partir au Guatemala, car cela faisait déjà 10 ans que je travaillais à la commission Pastorale de la terre. Mais un grand leader syndical de Rio Maria², Expédito de Souza, a été assassiné. Cela a eu une répercussion très forte sur tous les mouvements populaires du Brésil de l'époque. J'ai donc été à Rio Maria et j'ai commencé à travailler sur ce procès. Il a été assassiné de façon tragique parce qu'il savait qu'il allait être tué. L'année d'avant, il avait été invité au congrès de la CUT un grand organisme syndical brésilien à Sao Paulo. Et il a fait un discours, très simple, sur l'estrade, habillé en paysan... C'était un poète fantastique. On a lui demandé de raconter et il a dit, tout simplement : « Voilà, moi, je sais que je vais être assassiné... ». Et il réfléchissait et disait : « C'est vrai, j'ai neuf enfants et, souvent, les copains me disent : « Écoute, cache-toi, va dans un autre État ». C'est vrai, j'aime ma femme, j'aime mes gosses, mais je suis président de syndicat, j'ai

toute ma responsabilité avec mes collègues du syndicat et je vais les abandonner comme ça ? ». C'était très beau. Et de fait, il est revenu. Deux mois après, il était assassiné.

On m'a demandé de rester pour le cas d'Expédito. Je suis resté, mais un mois après, on m'a demandé de rester un peu plus parce qu'il y en avait d'autres. Dix syndicalistes avaient été assassinés, tous les procès enterrés. Alors, peu à peu, j'ai repris tous ces procès. Le dernier qu'on a gagné, c'était en 2005. Ça a demandé du travail pour avoir les témoins, pour les cacher. Sans parler de tous les obstacles qu'on a eus... du juge au promoteur, tout le monde ! Des procès qui disparaissaient, le juge qui refusait de présider le procès de peur de représailles. Inimaginable ! Mais j'ai repris tout ça, jusqu'à ce que tous les procès passent en appel ou en Cour suprême à Brasília ou à Belém [...]

La mort ne m'a jamais préoccupé. On ne peut pas se démobiliser parce que, constamment, on est relancé par la dureté de la réalité, par la violence. Le contact avec cette injustice tellement forte, avec cette impunité, avec cette corruption de la police, du pouvoir judiciaire, du ministère public, est terrible [...] Il fallait essayer de casser cette impunité, qu'on ait au moins un ou deux exemples qui montrent que ces commanditaires et ces *pistoleiros* prennent des risques. Et pas seulement pour la conscience collective, pas seulement pour la dissuasion, mais aussi parce que c'est quelque chose d'extrêmement important pour l'histoire d'une victime, pour sa dignité, de savoir qui a fait ça. Connaître la vérité, c'est fondamental [...] Et puis, il y a quand même des moments formidables qui vous motivent, qui vous font dire : « Ça vaut le coup ». À la fin d'un jury, par exemple, vous êtes là. Le jury a duré toute la journée et une partie de la nuit. Ils partent en délibéré et le public attend là, parfois une heure, deux heures. Alors, évidemment, quand à la fin vous entendez la sentence et qu'elle est positive, que vous voyez les pleurs des veuves, des enfants que je connaissais souvent, c'est hallucinant.

« Ne laissez pas tomber la prophétie »

Quarante ans, c'est beaucoup. Je suppose qu'un peu comme nous, avocats des pauvres et des sans-terre, vous avez quelques résultats emblématiques, spectaculaires. Et si on prend les résultats concrets, on dirait : « Ça vaut la peine parce qu'au moins, tel ou tel est en liberté ou n'est plus torturé ». Mais ce n'est pas ça qui compte. C'est ce qu'on ne voit pas en fait qui compte. C'est-à-dire la semence que l'on jette au nom de la justice, au nom de ce qu'on croit, grâce à des dénonciations très fortes au nom de la vérité que, peu à peu, les choses changent.

La torture continue, se répand, c'est absolument évident. Mais je pense qu'il y a peu à peu une prise de conscience sur le fait que c'est une des taches, une des fautes graves de l'humanité. Et s'il n'y avait pas des organismes qui, comme l'ACAT, depuis tant d'années, sans cesse, relèvent ce problème, le font connaître à l'opinion publique malgré elle, aux gouvernements malgré eux, je crois qu'on serait dans une situation encore plus grave.

Dans notre Brésil, il y a une figure emblématique de la défense des droits de l'homme, un évêque qui est Dom Hélder Câmara. Il a eu cette phrase que, moi, je trouve très profonde et qui s'applique, je crois, un peu à cela : « Ne laissez pas tomber la prophétie ». L'ACAT, quand vous dénoncez quelque chose de fondamental qui a trait aux droits de l'homme, qui touche à la dignité humaine, vous êtes des prophètes. Et c'est ça qu'il ne faut pas abandonner : il faut défendre les grandes causes. Annoncer ce que les autres ne veulent pas voir, mais qui est fondamental. Et tout ce qui touche à la dignité de l'homme, c'est fondamental. •

1. Aumônier au Centre Saint-Yves des facultés de droit et de sciences économiques de Paris, éducateur de rue à Besançon et leader du conflit LIP, le frère dominicain Jean Raguénès est une autre grande figure des luttes sociales menées en France dans les années 70 et 80. Décédé le 31 janvier 2013 à Sao Paulo, Jean Raguénès avait rejoint, en 1994, son compagnon Henri Burin des Rozières dans son combat pour les paysans sans-terre du Brésil.

2. État du Pará, nord du Brésil, région connue pour être la plus violente en matière de conflits de terre.

Dans ma cellule, une fois,
j'ai trouvé une petite poésie écrite
sur le mur qui a été gratté
avec les ongles d'un prisonnier
que je n'ai jamais connu :

« Toutes les fleurs de justice et de dignité humaine
de tous les demains sont dans les semences
d'aujourd'hui. »

Vous êtes les semences.

Luis Pérez Aguirre